



Rapport annuel de 2010 présenté aux gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et aux premiers ministres de l'Est du Canada

Objet

L'objet du présent rapport est de fournir aux gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et aux premiers ministres de l'Est du Canada (GNA/PMEC) une mise à jour sur les progrès réalisés depuis le dernier rapport qui leur a été soumis à Saint John, Nouveau-Brunswick, en septembre 2009.

Généralités

Le Groupe international de gestion des urgences (GIGU) a été créé sous le patronage du GNA/PMEC. Il a pour rôle d'améliorer la capacité des six États et cinq provinces membres de se soutenir mutuellement dans les mesures de préparation, d'intervention et de rétablissement en cas de catastrophes. Depuis sa création, le GIGU s'est toujours concentré sur le développement et le maintien des capacités d'entraide, ainsi que la recherche de méthodes d'élargissement de ces capacités.

Au cours de cette dernière année, les membres sont intervenus dans de nombreuses situations d'urgence, ont tenu des réunions de travail et des séances de formation face à face, et ont élaboré un plan de travail et des objectifs à court terme. Le reste du présent rapport présente un résumé de ces activités.

Évènements importants

Les efforts les plus marquants de nos membres ont été leur participation à l'intervention des États et des provinces face à la pandémie de H1N1. Tous les membres ont pris part, à divers degrés, aux mesures de préparation et d'intervention pour faire face à cette menace importante. Que ce soit dans un rôle de soutien ou en tant qu'organisme responsable, la capacité et l'expérience des membres de coordonner les activités relatives aux aspects non médicaux de cet événement se sont avérées un élément important de l'intervention fructueuse assurée. Bien qu'il n'y ait eu aucune demande d'entraide, on a relevé de nombreux exemples d'échange transfrontalier d'information, à la fois électronique et verbale, au cours des diverses étapes de maturation de cette menace.

Chacun des membres a répondu également à d'importants événements dus à l'action des humains ou naturels dans leur propre État ou province. Encore une fois, bien qu'il n'y ait eu aucune demande d'entraide, ces événements ont constitué une excellente occasion de mettre en œuvre les capacités d'interopérabilité des communications. L'échange de courriels, les appels téléphoniques, la visibilité des outils collaboratifs Web de gestion des urgences et la participation aux téléconférences des administrations ont démontré la capacité et la volonté grandissantes d'échanger rapidement des renseignements névralgiques. Ayant pu apprécier directement la

valeur d'un tel échange d'information courante, les membres comptent déployer des efforts considérables pour normaliser les processus et profiter des technologies existantes en vue d'améliorer la capacité et l'efficacité. En outre, ces événements et la possibilité très réelle de leur aggravation soulignent le besoin d'un processus préétabli permettant à nos membres de répondre d'une manière rapide et efficace aux besoins des autres.

Tout récemment, nous avons vécu la nécessité d'une coopération transfrontalière pour lutter contre les feux de forêts au Québec. Des pompiers dépêchés sur les lieux ont renforcé les effectifs locaux au Québec dans le cadre d'un système d'intervention très semblable à celui utilisé par le GIGU. Nous nous sommes également servis du réseau du GIGU afin d'évaluer auprès de nos membres les biens disponibles pour intervenir face à la catastrophe de Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique. La collecte rapide de ces renseignements au cours de cette situation d'urgence témoigne de l'utilité de nos efforts. Enfin, nous sommes en train de planifier un exercice au mois de septembre, dont le but principal est d'assurer la participation de nos partenaires fédéraux aux aspects qui présentent des défis aux membres du GIGU, mais qui dépassent leur sphère de compétence. Le Nouveau-Brunswick et le Maine seront les principaux représentants du GIGU.

Réunions

Freeport, Me

L'État du Maine a été l'hôte de la conférence d'automne du GIGU, du 20 au 22 octobre 2009. La conférence visait principalement la tenue d'un exercice fonctionnel basé sur un scénario d'ouragan. Elle a essentiellement mis à l'épreuve les procédures de demande de ressources, examiné des questions d'ordre juridique et fait appel à une participation du secteur privé. Ses objectifs secondaires comprenaient la vérification de notre capacité de maintenir une image commune de la situation opérationnelle, la simulation des opérations à partir de centres d'opérations d'urgence géographiquement distincts et la définition du rôle des partenaires fédéraux.

Les points particulièrement forts de l'exercice ont été les communications entre les États et les provinces, l'examen détaillé du formulaire et du processus de demande de ressources, et l'essai d'une plateforme de connaissance de la situation, élaborée par le Nouveau-Brunswick. On a constaté que certains aspects nécessitaient des améliorations, soit la planification anticipée des modalités de demande de ressources fédérales et des processus connexes, la clarification des procédures de demande de ressources du GIGU et a nécessité d'un système de suivi des demandes de ressources.

Comme on pouvait s'y attendre, la plupart des leçons retenues ont touché de façon générale deux aspects : les communications et la coordination logistique. Les leçons tirées dans ces deux domaines ont constitué la base de pourparlers poussés durant la réunion du printemps du GIGU.

Les participants à la réunion ont également reçu des explications détaillées sur les concepts scientifiques des ouragans et la nature de leur comportement de la part du National Weather Service.

St. John's, T.-N.-L.

Du 18 au 20 mai 2010, la province de Terre-Neuve-et-Labrador a été l'hôte de la conférence du printemps du GIGU. Les restrictions visant les déplacements ont entravé la participation de plusieurs États et provinces, mais la conférence a fourni une excellente occasion de perfectionnement ainsi que d'analyse approfondie et de planification stratégique par rapport aux opérations du GIGU.

Le commandement maritime de Défense nationale a fourni un rapport détaillé sur les activités des Forces canadiennes qui sont intervenues en réponse au tremblement de terre en Haïti. La flexibilité des forces maritimes était évidente et a constitué une importante expérience à retenir. Le *New Hampshire Homeland Security and Emergency Management* (Sécurité intérieure et gestion des urgences) a tenu des séances d'information détaillées sur son intervention durant la grave tempête de verglas de 2008 et lors d'un cas unique de contamination par le bacille du charbon (anthrax). Tout comme dans le cas du compte rendu sur Haïti, ces deux interventions comportaient de nombreux volets et leçons à en tirer. Le GIGU compte organiser des séances d'information semblables au cours des prochaines conférences pour que ses membres profitent de ces événements du monde réel.

Les participants à la conférence, réunis en deux groupes de travail, ont examiné une série de questions générales et de sous-thèmes cruciaux. Les principales questions traitées comprenaient :

- l'élaboration de méthodes garantissant le maintien de la connaissance de la situation et d'une image commune de la situation opérationnelle au cours des opérations quotidiennes et en situation d'urgence;
- la détermination des seuils d'intervention pour le soutien du GIGU;
- l'élaboration d'une approche tactique en réponse aux demandes d'aide.

À la suite de ces discussions, le groupe a préparé une liste bien définie d'objectifs à réaliser dans les mois prochains. Voici un échantillon de ces objectifs.

Objectifs à court terme

- Désigner et former deux personnes de chaque administration pour qu'elles agissent comme coordonnateurs de demandes (équipe A).
- Déterminer et désigner au préalable les administrations principale et secondaire qui fourniront un soutien d'équipe A à une administration membre particulière.
- Examiner la possibilité qu'une équipe A opère sur place et à distance.
- Étudier le processus de demande de ressources du secteur privé d'une autre administration de la part des membres.
- Examiner les mouvements transfrontaliers existants pouvant être employés par d'autres ressources, comme les équipes de recherches et de secours et les équipes d'intervention HAZMAT.
- Étudier la possibilité d'utilisation des cartes NEXUS pour accélérer le mouvement transfrontalier.
- Examiner les divers outils de connaissance de la situation et déterminer leur meilleure utilisation.
- Déterminer les seuils de publication de renseignements sur la connaissance de la situation.

- Peaufiner le contenu des rapports de situation pour s'assurer qu'ils contiennent les renseignements nécessaires aux membres.

Défis

Les distances considérables entre certaines administrations membres imposent le recours aux technologies pour la réalisation des travaux en cours. Les distances ralentissent le rythme du progrès, mais les membres sont résolus à trouver d'autres solutions.

Les conférences semestrielles offrent l'occasion de réaliser des objectifs qui ne peuvent pas en réalité être accomplis à distance. Les restrictions visant les déplacements ont des conséquences sur la participation des administrations. Les défis posés par le manque d'information de la part des non-participants sont difficiles à mesurer ou à surmonter.

L'élaboration de procédures d'intervention n'est que la moitié de la lutte. Les membres du GIGU doivent continuer à se perfectionner et à participer à des initiatives de formation afin d'être prêts à cent pour cent. Ces activités nécessitent des ressources financières et humaines qui sont en concurrence avec d'autres demandes. Les membres poursuivront les travaux afin de maintenir ces activités en priorité.

Conférence d'automne de 2010

La prochaine conférence est prévue pour la première semaine de décembre; le New Hampshire en sera l'hôte. Le programme se penchera sur les leçons tirées des interventions effectuées par les membres, sur les travaux en cours relatifs aux objectifs mentionnés ci-dessus et sur les efforts de poursuivre davantage le plan de travail global.

Cordialement présenté le 12 juillet 2010.

Aaron Campbell
Coprésident canadien

Robert McAleer
Coprésident américain

Résumé des évènements importants

Connecticut

Explosion de gaz de Kleen Energy, février 2010
Tempêtes et inondations, mars 2010
Tempêtes hivernales, 2009-2010

Maine

Inondations d'été, juin-juillet 2009
Inondations et vents, février-mars 2010
Inondations, fin mars 2010

Massachusetts

Inondations, mars-avril 2010
Situation d'urgence concernant l'eau de la MWRA (2,5 millions de personnes touchées), mai 2010
Tempêtes hivernales, 2009-2010

New Hampshire

1^{er} cas confirmé aux États-Unis de charbon gastro-intestinal, décembre 2009
Déclaration de catastrophe à la suite de la tempête du Nord-Est, février 2010
Inondations, mars 2010
Intervention multi-services et du centre d'opérations d'urgence dans une situation possible de prise d'otages, 2010

Rhode Island

Inondations, mars 2010

Vermont

Nouvelle-Écosse

Feux de forêt urbains à Halifax (feu de Sambro), avril 2009
Rapatriement de Canadiens d'Haïti (intervention à la suite du tremblement de terre)

Nouveau-Brunswick

Onde de tempête à Port Elgin, 2010

Terre-Neuve-et-Labrador

Île-du-Prince-Édouard

Onde de tempête, janvier 2010

Québec

Environ 500 incidents au cours de 2009-2010 (en majorité des inondations et des glissements de terrain)
Coordination d'environ 750 interventions des ministères et organismes gouvernementaux
Évacuation de 13 250 citoyens
Rapatriement de Canadiens d'Haïti (intervention à la suite du tremblement de terre)

